

Memorandum of Nairobi on SDCs work on Peace and Governance

What.... *Observations with regard to the contexts we work in and the dilemmas we face in our programs*

- We recognize that contexts evolve rapidly in the light of geopolitical changes, and that economic and social factors (poverty, youth unemployment, social inequalities, etc.) play a driving role in this development.
- We see that despite the shrinking civic space, there are windows of opportunity for governance and peace programming.
- We note the divergence of analyses and perspectives between headquarters and the field, due to the fact that, among other things, the sources of information are divergent.
- We note that there are different sensitivities, interests and priorities among the various players in Swiss foreign policy (SDC, diplomacy, parliament, etc.), and that this impacts on the use of foreign policy instruments.
- We observe emerging themes in the contemporary debate, such as Pan-Africanism and the decolonization of aid, which call for self-determination and more equal partnerships.

So what.... *Learnings serve as a basis to adapt working modalities*

- We reaffirm that with SDCs instruments and its approach of proximity, SDC can make a significant difference in favor of local communities.
- We acknowledge that working on peace, conflict prevention and social cohesion has become more crucial for achieving our development goals.
- We reaffirm, however, that there is a need for continuous adaptation in these rapidly changing contexts, and that SDC must be flexible, open, efficient and courageous.
- We stress that there is an increased need for access to reliable and independent information, and for better communication between the teams in the Cooperation Offices and in Berne.
- We conclude that we need to invest more time and resources in Political Economy Analysis in partner countries and in Switzerland, and combine technical with political work.
- We reaffirm that it is vital to ensure that the relevant actors (the final beneficiaries) are involved in the programming process, and to always seek to achieve concrete results for them.

Now what.... *Points for action*

- We commit to development, humanitarian and peacebuilding perspectives in Swiss positions on Africa by improving SDC providing evidence and leveraging our proximity, knowledge, network and budget.
- We will invest time to better explain the critical importance of governance in fragile contexts.
- We work on social cohesion and peace combining the soft (processes, dialogue, etc.) and the hard (tangible results, infrastructures, service delivery, etc.).
- We more critically assess and question our support to elections and its relevance and we will not reduce our assessment of democratic governance to the criterion of the holding of elections.
- We strengthen the Governance/Peace Nexus including CSPM plus, PEA and Gender also in humanitarian contexts.
- We review our programming approaches to ensure that we give voice to the communities we work for and we ask to improve conditions for localization (including with regard to compliance and risk appetite) and establish a dialogue with the team already working on localization at HQ and in the context of OECD DAC.
- We try to integrate anti-corruption into our programming without focusing solely on governmental anti-corruption entities, but also tackle the issue transversally and by sector, in partnership with civil society and the media. We also try to ensure that anti-corruption efforts are not instrumentalised / “weaponized”.
- We invest time and resources in a results-oriented policy dialogue to increase our capacity to influence and to deliver results.
- We adapt local governance programs to include aspects of social cohesion and re-define if necessary the link to the national level government in the implementation modality and the overall decentralization policy.
- Local colleagues will support Swiss colleagues to deconstruct decolonization contributing to the different workshops planned by the SDC internal working group RAD and by proactively pointing out challenges (including with regard to tender and recruitment processes, evaluations, program design and internal power dynamics).
- We strive for an authentic dialogue in order to build trust with partners and among ourselves.

Mémorandum de Nairobi sur l'engagement de la DDC en faveur de la paix et de la gouvernance

Quoi... Observations concernant les contextes dans lesquels nous travaillons et les dilemmes auxquels nous sommes confrontés dans nos programmes

- Nous reconnaissons que les contextes peuvent évoluer rapidement à la lumière des changements géopolitiques et que les facteurs sécuritaires, économiques et sociaux (pauvreté, chômage des jeunes, inégalités sociales, désinformation, etc.) jouent un rôle moteur dans cette évolution.
- Nous voyons que malgré le rétrécissement de l'espace civique, il y a des fenêtres d'opportunités pour les programmes de gouvernance et de paix, et une valeur ajoutée reconnue de la Suisse.
- Nous prenons note de la divergence des analyses et des perspectives entre la Centrale et le terrain, dû au fait qu'entre autres, les sources d'informations ne sont pas les mêmes
- Nous constatons qu'il existe différentes sensibilités, intérêts et priorités, entre les différents acteurs de la politique étrangère de la Suisse (coopération, diplomatie, parlement, ...) ce qui a un impact sur l'utilisation des instruments de la politique extérieure.
- Nous observons des thèmes émergents dans le débat contemporain, tels que le panafricanisme et la décolonisation de l'aide, qui prônent l'autodétermination et des partenariats égaux.

Alors quoi... Les apprentissages servent de base à l'adaptation des modalités de travail

- Nous concluons qu'avec les instruments de la DDC et notre approche de proximité, nous pouvons faire une différence significative en faveur des populations locales
- Nous estimons que le travail sur la paix, la prévention des conflits et la cohésion sociale est devenu primordial pour atteindre nos objectifs de développement
- Nous réaffirmons toutefois qu'il y a un besoin d'adaptation continue dans ces contextes en évolution permanente et que la DDC doit être flexible, ouverte, performante et courageuse
- Dans ces conditions nous déduisons un besoin accru d'accès à l'information fiable et indépendante et une meilleure concertation entre les équipes sur le terrain et de Berne
- Nous concluons que nous avons besoin d'investir davantage de temps et de ressources dans l'Analyse de l'Économie politique dans les pays partenaires et en Suisse, et de combiner le travail technique avec un travail politique.
- Nous réaffirmons qu'il est primordial de veiller à ce que les acteurs concernés (les bénéficiaires finaux) soient impliqués dans le processus de programmation et de toujours chercher à obtenir des résultats probants et tangibles pour ces derniers.

Et maintenant quoi... Points d'action

- Nous renforcerons la contribution de la DDC (en renforçant également les échanges stratégiques entre BUCO et Centrale) pour informer les positions de la Suisse sur l'Afrique en fournissant des informations probantes et en exploitant notre proximité, nos connaissances, notre réseau et notre budget.
- Nous consacrerons davantage de temps à mieux expliquer l'importance cruciale de la gouvernance dans les contextes fragiles.
- Nous travaillerons sur la paix et la cohésion sociale en combinant les aspects soft (processus, dialogue, etc.) et hard (résultats tangibles, infrastructures, prestation de services, etc.).
- Nous évaluerons et remettrons en question de manière plus critique notre soutien aux élections et sa pertinence pour ne pas le réduire au critère exclusif d'appréciation de la gouvernance démocratique.
- Nous évaluerons et remettrons en question de manière plus critique notre soutien aux élections et sa pertinence, et ne réduirons pas notre appréciation de la gouvernance démocratique au critère de la tenue d'élections.
- Nous renforcerons le lien entre la gouvernance et la paix, y compris la GPSC plus, les APE et l'égalité des genres, y compris dans les contextes humanitaires.
- Nous réexaminerons nos approches de programmation pour nous assurer que nous donnons la parole aux communautés pour lesquelles nous travaillons et nous demanderons à améliorer les conditions pour la localisation (y compris en ce qui concerne la compliance et l'appétit au risque) et nous établirons un dialogue avec l'équipe qui travaille déjà sur la localisation au siège et dans le contexte du DAC de l'OCDE.
- Nous essayerons d'intégrer la lutte contre la corruption dans notre programmation sans nous concentrer uniquement sur les entités gouvernementales anticorruption, mais en abordant la question de manière transversale et par secteur, en partenariat avec la société civile et les médias. Nous nous engagerons également de veiller à ce que les efforts de lutte contre la corruption ne soient pas instrumentalisés pour museler les opposant politique.

- Nous investirons davantage du temps et des ressources dans un dialogue politique soutenu et structuré axé sur les résultats afin d'accroître notre capacité d'influence et d'obtenir des résultats.
- Nous adapterons les programmes de gouvernance locale pour y inclure des aspects de cohésion sociale et redéfinir, si nécessaire, le lien avec le gouvernement national dans les modalités de mise en œuvre et la politique globale de décentralisation.
- Les collègues locaux aideront aux collègues suisses à déconstruire la décolonisation en contribuant aux différents ateliers planifiés par le groupe de travail interne de la DDC (RAD) et en signalant de manière proactive les défis (y compris en ce qui concerne les processus d'appel d'offres et de recrutement, les évaluations, la conception des programmes et les dynamiques de pouvoir internes).
- Nous chercherons à établir un dialogue authentique afin de construire la confiance avec les partenaires et entre nous-mêmes.